



Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agréée pour la protection de l'environnement

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-exercice-de-surete-annule-a-la-centrale>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'exercice de sûreté annulé à la centrale nucléaire de Saint-Alban/Saint-Maurice**

28 novembre 2017

L'exercice de sûreté annulé à la centrale nucléaire de Saint-Alban/Saint-Maurice



Un exercice de sûreté nucléaire était prévu aujourd'hui et demain, dans et autour de la centrale de Saint-Alban/Saint-Maurice. Archives D

Un exercice de sûreté nucléaire devait être organisé aujourd'hui, dans et autour de la centrale nucléaire EDF de Saint-Alban/Saint-Maurice. L'événement a été annulé après l'intrusion, cette matin, de militants de Greenpeace dans l'enceinte de la centrale de Cruas-Meyssse en Ardèche.

Tout était prêt pour la réalisation de ce grand exercice de sécurité qui a lieu tous les cinq ans. Mais l'intrusion, cette nuit, de 22 militants sur le site de Cruas-Meyssse en Ardèche, a contraint à l'annulation de cet événement, piloté par la préfecture de l'Isère.

"En raison d'une intrusion d'individus survenue sur le site du CNPE de Cruas-Meyssse en Ardèche, l'exercice qui devait se dérouler ce mardi 28 novembre en Isère est reporté. En revanche, le travail relatif à la planification de l'évacuation des communes situées à

proximité immédiate du CNPE de Saint Alban/Saint Maurice est maintenu le mercredi 29 novembre", indique la préfecture dans un communiqué.

Si l'exercice n'était pas forcément visible du grand public, il implique toutes les communes dans un rayon de 10km autour de la centrale EDF de Saint-Alban/Saint-Maurice. Prévu sur deux jours, il sera donc maintenu demain. Ce type d'exercice, élaboré à partir d'un scénario fictif et inconnu d'accident nucléaire, vise à tester le dispositif d'alerte, dans la centrale et en dehors, et donc d'assurer la protection de la population. 48 communes, dont 18 dans le pays roussillonnais, sont concernées à travers le déclenchement de leurs plans de sauvegarde.

Par Albane POMMEREAU